



VENDREDI DE LA COLERE

12 juin 2026

Mesdames, Messieurs, chers collègues,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour exprimer notre colère, notre inquiétude et notre détermination.

Depuis l'annonce de la fusion, que nous avons découverte par voie de presse, nous subissons dans de nombreux services une dégradation continue de nos conditions de travail. Pour certains d'entre nous, ces conditions sont devenues insupportables.

Nous pensons notamment à nos collègues de l'état civil, où une crise profonde a conduit à une enquête sur les risques psychosociaux et au départ de plusieurs agents.

Nous pensons également à nos collègues des espaces verts, où les tensions et les conflits ont conduit certains d'entre nous jusqu'au conseil de discipline.

Nous pensons à tous nos collègues en souffrance, à ceux qui traversent des situations de détresse médicale, à ceux qui s'épuisent au travail et qui continuent malgré tout à assurer leurs missions.

Nous constatons aussi les nombreux mouvements de personnel qui touchent l'encadrement de notre collectivité. Près de 60 % des membres du comité directeur élargi ont quitté leurs fonctions ou changé de poste. Ce chiffre illustre un malaise profond.

Nous dénonçons également l'accumulation des situations de précarité et d'instabilité qui touchent plus de la moitié des effectifs. Dans de nombreux services, les départs ne sont pas remplacés, ce qui entraîne une surcharge de travail, de la souffrance et un épuisement professionnel grandissant.

Depuis des mois, nous signalons ces difficultés. Depuis des mois, nous alertons. Depuis des mois, nous dénonçons ces dysfonctionnements. Mais aujourd'hui encore, nos alertes restent insuffisamment entendues.

Et ce qui se passe aujourd'hui à la cuisine centrale, dans des conditions de travail déplorables, est tout simplement intolérable.

Si nous sommes rassemblés aujourd'hui, c'est parce que nous exprimons une colère générale. Mais c'est aussi parce que nous voulons défendre notre service public.

Car le service public est en danger.

Nous affirmons que les choix budgétaires doivent être orientés vers celles et ceux qui font vivre le service public au quotidien : les agents.

Nous refusons l'idée de la privatisation de nos services.

Nous refusons la perte de moyens accordés à la culture, à la petite enfance, à la jeunesse, aux services sociaux et aux services techniques.

Nous refusons la logique qui consiste à demander toujours plus aux agents : faire plus, faire mieux, avec moins de moyens et sans les effectifs nécessaires.

Nous refusons que les agents soient considérés comme une simple variable d'ajustement.

Nous refusons que nos administrés perdent leur service public de proximité au profit de prestations privées.

Sans nous, il n'y a plus de service public.

Sans nous, il n'y a plus de proximité.

Sans nous, il n'y a plus d'égalité ni de fraternité.

Nous exigeons des moyens, des recrutements, des conditions de travail dignes et une véritable reconnaissance de notre engagement.

En défendant les agents, nous défendons le service public.

En défendant le service public, nous défendons l'intérêt général.

Et aujourd'hui, ensemble, nous le disons avec force :

Nous ne laisserons ni les agents, ni les usagers, ni le service public être sacrifiés.

Parce que le service public n'est pas une dépense.

Parce qu'il est une richesse, un lien social et un bien commun.

Et parce qu'il n'y a pas de service public fort sans agents respectés.

La CGT, aux côtés des agents mobilisés et courageux, s'organise et agit. Déjà, plus de 400 signatures papier et plus de 400 signatures en ligne ont été recueillies pour soutenir nos revendications.

La lutte continue, et la défense des services publics est l'affaire de toutes et tous : agents, parents, habitants, retraités, usagers.

Continuons à faire circuler l'information, à convaincre autour de nous et à nous mobiliser.

Rassemblons-nous nombreux le vendredi 19 juin à 12 h sur le parvis de la mairie, place Roger-Salengro.



Ensemble, faisons entendre notre voix.

Ensemble, défendons nos services publics.